

Le climat au coeur de la présidence française de l'UE

PARIS (AFP) - Le climat est au coeur de la présidence française de l'UE qui tentera, sur fond de flambée des prix du brut, de faire adopter une série de textes ambitieux centrés sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre.



La centrale nucléaire de Pottstown, en Pennsylvanie (© AFP/Archives - Paul J. Richards)

Objectif revendiqué haut et fort par la France : parvenir à un accord d'ici la fin de sa présidence en décembre sur un ensemble de mesures environnementales regroupées sous le nom de "paquet climat-énergie".

Aux échéances de l'UE, qui a un rôle de leader dans la lutte contre le réchauffement climatique, se superpose en effet un calendrier mondial avec une série de dates butoir.

L'idée est que l'Europe soit en ordre de bataille pour la conférence internationale de Poznan (Pologne), en décembre 2008, étape cruciale dans les négociations sur le changement climatique afin d'arriver à un accord fin 2009 à Copenhague.

L'UE souhaite réduire de 20% les émissions de gaz à effets de serre d'ici 2020 (par rapport à 1990). Cet objectif pourrait être porté à 30% en cas d'accord au niveau mondial.

Or les différences entre les 27 Etats membres, dont certains sont engagés dans le nucléaire et d'autres très dépendants du charbon, rendent les négociations ardues, et la détermination chiffrée des efforts demandé à chacun d'entre eux extrêmement complexe.

"Il n'y a pas d'écart de prise de conscience, mais le +comment faire, combien ça coûte+ n'est pas le même suivant les pays", résume le ministre français de l'Ecologie Jean-Louis Borloo.

L'une des questions les plus âprement débattues porte sur le partage de l'effort entre les différents Etats-membres, qui a révélé un clivage entre pays de l'Est et de l'Ouest.

Egalement à l'ordre du jour: la révision du système des quotas d'émission de gaz à effet de serre, qui, en donnant un prix à la tonne de CO2, vise à inciter les industriels à investir dans des technologies propres.

Le système existe déjà, mais la nouvelle directive vise à élargir son champ d'application. Or à partir de 2013, ces quotas ne seront plus donnés gratuitement mais mis aux enchères, progressivement dans certains secteurs.

Autre objectif: que les énergies renouvelables représentent, en 2020, en moyenne sur l'ensemble de l'UE, 20% de la consommation énergétique finale.

Un dernier texte, a priori plus consensuel, porte sur l'étude approfondie de la technologie de captage et stockage du CO2 (CCS).

Dans ce contexte, l'envolée des prix du pétrole a des effets ambivalents.

Si elle favorise les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables et rend donc la démarche européenne d'autant plus légitime, elle fait peser une lourde charge financière sur les Etats membres.

Si l'ambition du programme est saluée, certains craignent que la volonté de la France de faire passer l'ensemble des mesures en bloc d'ici la fin de l'année ne la contraigne à de nombreuses concessions.

"En ayant affiché politiquement très fortement sa volonté d'adopter tout le paquet sous sa présidence, la France se met en position de vulnérabilité par rapport aux demandes les plus +égoïstes+ de chaque pays", estime Damien Demailly, chargé du programme énergie et climat au WWF-France.

Circonstance aggravante: les six mois de présidence française débutent par une période estivale traditionnellement peu fructueuse en termes diplomatiques.

"On va essayer de faire en quatre mois et demi ce que normalement on ferait en trois ans", résume un négociateur français.